[ENTRETIEN] Finances publiques : « Nous approchons du point de non-retour »

bvoltaire.fr/entretien-finances-publiques-nous-approchons-du-point-de-non-retour

Sarah-Louise Guille 1 novembre 2026



La France redevient championne d'Europe des prélèvements obligatoires en 2025, après avoir déjà décroché ce titre en 2017, 2018, 2022 et 2023 dans le classement Eurostat. À de rares exceptions près, c'est une constante. Malgré cela, les finances publiques continuent de se dégrader. À la fin du deuxième trimestre 2026, la dette française s'élève à 3.595,5 milliards d'euros, soit 119 % du PIB. La hausse de l'imposition ne semble avoir aucun effet positif sur l'économie.

L'avant-veille, soit le lundi 26 octobre, la Tax Foundation, un organisme spécialisé dans l'analyse de la fiscalité internationale, avait qualifié la France de pays le moins attractif fiscalement de l'OCDE.

Les Français payent pour redresser un pays qui ne se redresse pas et qui s'enfonce chaque jour un peu plus dans la crise, en interne comme vu de l'étranger. Benoît Perrin, directeur de Contribuables associés, analyse cette situation pour *Boulevard Voltaire*.

Sarah-Louise Guille. Toujours plus d'impôts et toujours plus de dettes. Où passe l'argent des Français ?

Benoît Perrin. On prélève un montant record, mais on dépense encore plus. Les impôts et cotisations atteignent 46 % du PIB en 2025, contre 40,7 % en moyenne dans l'UE. La dépense publique, elle, monte à 57,3 % du PIB, soit 1.714 milliards d'euros. L'argent part d'abord dans le social. Les retraites pèsent 422 milliards d'euros en 2025, soit 14,1 % du PIB. C'est près d'un quart de toute la dépense publique. Les prestations sociales expliquent, à elles seules, près de 60 % de la hausse des dépenses. Résultat : 152,5 milliards de déficit en 2025. Une part croissante file également en intérêts : de 79,2 à 91,2 milliards d'euros entre 2026 et 2027, selon le gouvernement.

S.-L. G. Est-ce avant tout un problème de dépenses excessives, de mauvaise gestion ou de priorités budgétaires ?

B. P. Les trois, mais d'abord le volume. La France dépense 57,3 % de son PIB, contre 49,5 % dans l'UE. Près de 8 points d'écart. Ce n'est pas une affaire de quelques gaspillages, c'est structurel. Les priorités sont inversées, puisque le social absorbe la hausse pendant que la justice, la police ou l'armée manquent de moyens. Les gisements d'économies sont connus : les retraites, l'empilement des structures entre État, agences et collectivités, les aides aux entreprises qu'on distribue d'une main après les avoir taxées de l'autre, la fraude sociale et fiscale. Il manque surtout une culture de l'évaluation. On vote des crédits sans mesurer systématiquement les résultats.

S.-L. G. Un récent sondage Elabe révèle que *« 58 % des Français ont le sentiment de contribuer davantage au système qu'ils n'en bénéficient »*. Pourquoi ce décalage entre prélèvements et qualité des services ?

B. P. Parce que l'argent ne va pas là où les Français l'attendent. Ils pensent payer pour l'hôpital, l'école, la sécurité, alors qu'une grande partie de l'imposition finance en réalité des transferts et une administration de gestion. Ils le voient très bien : 87 % des Français estiment que l'argent public est mal utilisé, dont 45 % très mal. Le jugement sur le quotidien est sévère : insatisfaction à 68 % pour la justice, 58 % pour les routes, 57 % pour les hôpitaux publics. Il faut le dire honnêtement : selon l'INSEE, une majorité de Français reçoit plus de la redistribution qu'elle n'y contribue. Le problème n'est donc pas seulement comptable. C'est la confiance dans l'usage de l'argent qui s'effondre. Et avec elle, le consentement à l'impôt.

À ce sujet — [TRIBUNE] La France au bord de l'asphyxie budgétaire ?

S.-L. G. À force de taxer les ménages et les entreprises, la France ne risque-t-elle pas de décourager le travail, l'investissement et la création de richesses ? Les prélèvements sont-ils devenus un frein à la prospérité ?

B. P. Oui. Le taux est passé de 45,1 % à 46 % du PIB en un an, alors que la croissance n'a été que de 0,8 % en 2025. En dépit du bon sens, on taxe davantage une économie qui ralentit, et particulièrement nos entreprises. Par exemple, les impôts de production pèsent 104 milliards d'euros, 3,57 % du PIB. Seule la Suède fait pire. Ils frappent l'entreprise avant même qu'elle n'ait gagné un euro. Les cotisations sociales nettes représentent, à elles seules, 16,7 % du PIB. Le travail coûte cher à l'employeur et rapporte peu au salarié. Chaque hausse d'impôt est présentée comme exceptionnelle. Pensons à la surtaxe d'impôt sur les sociétés ou encore à la contribution différentielle sur les hauts revenus. « Exceptionnelles » à l'origine, ces taxes seront reconduites cette année sans apporter les recettes escomptées, bien entendu.

S.-L. G. Malgré une fiscalité parmi les plus lourdes d'Europe, la dette publique française ne cesse de s'alourdir. La France peut-elle faire faillite ?

B. P. Un État ne fait pas faillite comme une entreprise, mais il peut perdre la confiance de ses prêteurs. La dette atteint 3.595,5 milliards d'euros, fin juin 2026, soit 119 % du PIB. Le gouvernement prévoit 121,7 % en 2027, du jamais-vu depuis 1978. La France ne fera jamais faillite au sens juridique du terme, mais elle peut connaître une crise. Le point de non-retour, c'est l'effet boule de neige : quand les intérêts font grossir la dette plus vite que l'économie. Nous approchons de cela. N'oublions pas que ces intérêts ne financent ni un hôpital ni une école, mais servent à enrichir nos créanciers.

S.-L. G. Les gouvernements successifs semblent privilégier les hausses d'impôts plutôt que les réductions de dépenses. Pourquoi ?

B. P. Parce que c'est plus facile, d'autant que ce sont souvent les mêmes qui sont visés : les entreprises et les Français qui travaillent ou ont travaillé dur. Une hausse d'impôt se vote en une ligne. Une économie se gagne contre des clientèles, des syndicats, des élus locaux. Le budget 2027 en est la preuve. Le Haut Conseil des finances publiques chiffre l'effort réel de 2027 à environ 28 milliards : 17 en recettes, 11 en dépenses. Les impôts d'abord, les économies ensuite. Ce n'est pas une fatalité, puisque d'autres pays ont réduit leurs dépenses. Ce qui manque, en France, c'est un mandat clair et un pilotage dans la durée. Les réformes sont lancées sans majorité, en fin de mandat, puis abandonnées. Et on mesure toujours l'action publique à l'argent dépensé, jamais au résultat obtenu.

S.-L. G. Est-il encore possible de diminuer significativement les impôts en France, et si oui, par quelles mesures faudrait-il commencer ?

B. P. On peut baisser les impôts. Mais dans un ordre précis : d'abord la dépense, ensuite l'impôt. Baisser les impôts à crédit serait irresponsable. Je commencerais par quatre chantiers. Un : geler la dépense publique en valeur pendant plusieurs années, sauf le régalien. Deux : réformer les retraites en profondeur, là où se concentre notre écart avec nos voisins. Trois : supprimer les doublons entre l'État, les agences et les collectivités. Quatre : lutter sérieusement contre la fraude sociale. Les économies doivent d'abord réduire le déficit, puis financer une baisse ciblée : impôts de production et charges sur le travail. C'est ce qui libère l'emploi et les salaires. La présidentielle de 2027 doit être le moment de ce choix. Sinon, ce sont les marchés qui le feront à notre place.

Malgré des prélèvements record, la dette explose. Le directeur général de Contribuables associés décrypte ce paradoxe.